

**L'hon. David Smith (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Madame le Président, comme le laisse entendre le député, il est vrai que cela pose un problème et j'ai reçu beaucoup de plaintes à ce sujet, surtout de la part d'Américains qui viennent tenir ici des congrès où ils diffusent de la documentation de promotion provenant des États-Unis. Je tiens à assurer au député que je consulterai mes collègues compétents du cabinet sur la façon de résoudre ce problème.

\* \* \*

### LES APPROVISIONNEMENTS ET LES SERVICES

L'ACHAT DE CHARBON AMÉRICAIN POUR LA BASE DES FORCES ARMÉES CANADIENNES DE GAGETOWN (N.-B.)

**M. Howard Crosby (Halifax-Ouest):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Approvisionnement et Services, mais elle concerne également le ministre de la Défense nationale. Le gouvernement a acheté, pour la base des Forces armées canadiennes de Gagetown au Nouveau-Brunswick, 17,000 tonnes de charbon provenant des houillères du Kentucky alors qu'il aurait pu s'approvisionner auprès de son organisme, la Société de développement du Cap-Breton, qui exploite des houillères en Nouvelle-Écosse. Le ministre voudrait-il bien expliquer pourquoi son ministère achète du charbon à l'étranger alors que les mineurs canadiens sont en chômage et que le gouvernement annonçait, dans le discours du trône, son intention d'intensifier sa politique «Achèter canadien».

**L'hon. J.-J. Blais (ministre de la Défense nationale):** Madame le Président, je ne suis pas au courant de cette affaire. Je prends la question du député en note et je tâcherai de lui fournir toutes les informations possibles à ce sujet.

**M. Crosby:** Madame le Président, le ministre aurait en effet intérêt à se renseigner à ce sujet, car 1.3 millions de dollars sont en jeu et ce contrat donnerait du travail à 50 mineurs du Cap-Breton pendant une année.

ON DEMANDE UNE MODIFICATION DES POLITIQUES

**M. Howard Crosby (Halifax-Ouest):** Madame le Président, si le ministre n'est pas au courant, veillera-t-il à ce qu'aucun cas semblable ne se reproduise? S'engage-t-il à modifier les politiques et les règlements existants de façon à s'assurer que le gouvernement s'approvisionne de préférence auprès de ses propres organismes plutôt qu'auprès de fournisseurs américains?

**L'hon. J.-J. Blais (ministre de la Défense nationale):** Madame le Président, je voudrais simplement signaler au député qu'en fait Devco est en grande partie subventionnée par le gouvernement fédéral. Je suis sûr que ses allégations s'expliquent. Lorsque j'étais ministre des Approvisionnement et Services je m'efforçais toujours, comme mon successeur le fait, d'attribuer les contrats d'achat de façon à créer le plus d'emplois possible au Canada.

### Questions orales

### LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

LA SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS DU NORD LTÉE—ON DEMANDE UNE ENQUÊTE SUR LES MÉTHODES DE GESTION

**M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin):** Madame le Président, je m'adresse au ministre des Transports. Pourrait-il ouvrir une enquête sur les méthodes de gestion, les normes de sécurité, les méthodes comptables de la Société des Transports du Nord Ltée, société de la Couronne, et sur la situation de conflit d'intérêts dans laquelle elle se trouverait du fait que certains membres du conseil d'administration et certains employés de ladite société travaillent également pour le compte de la société Arctic Offshore Limited, qui passe pour sa concurrente dans le Nord?

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Transports):** Si le député voulait bien me communiquer tous les détails qu'il connaît au sujet de cette affaire, madame le Président, je l'examinerais volontiers.

\* \*

• (1450)

[Français]

### LES MUNICIPALITÉS

ON DEMANDE UNE RENCONTRE AVEC LE QUÉBEC EN VUE D'UNE ENTENTE

**L'hon. Roch La Salle (Joliette):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Il est certainement au courant qu'à l'Assemblée nationale du Québec, aujourd'hui probablement on pourrait imposer la clôture sur le débat de la loi 38 en comité.

Étant donné les circonstances, je sais que le ministre a eu des communications, des négociations avec le gouvernement du Québec sur des ententes possibles entre Québec et Ottawa pour aider les municipalités tout en respectant, bien sûr, les juridictions provinciales.

Compte tenu du fait que 1,600 maires et mairesses du Québec sont vraiment inquiets de la tournure des événements, est-ce que le ministre ne pourrait pas nous assurer aujourd'hui qu'il serait disposé à provoquer une rencontre très urgente avec son homologue du Québec afin d'en arriver à un compromis honorable pour les deux parties?

**L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Madame le Président, je suis toujours prêt. Je veux certainement essayer d'en arriver à une entente avec le gouvernement du Québec à ce sujet. Mais je crois, étant donné qu'en effet, à toutes fins pratiques, les pourparlers entre les deux gouvernements étant suspendus ce matin, il serait plus important d'avoir une indication venant de mon homologue du Québec qu'il y a vraiment une volonté de négocier de bonne foi sur une base raisonnable.